

Résultats de l'enquête CeFiP Financement des PME 2008

Conférence de presse 3 décembre 2008



Johan Bortier

Président Comité de Pilotage CeFiP

Frédéric Lernoux

Vice-Président Comité de Pilotage CeFiP

Prof. Dr. Eddy Laveren

Professeur en management financier et entrepreneuriat, Université d'Anvers

Kristien Van Sweevelt

Economiste, CeFiP

Kenniscentrum voor Financiering van KMO
Centre de Connaissances du Financement des PME



Aperçu de la présentation

- But et méthodologie de l'enquête
- 1^e partie : Profil et résultats des 651 répondants à l'enquête écrite
- 2^e partie : Profil et résultats des 306 répondants à l'enquête téléphonique
- 3^e partie : Recommandations pour les autorités, les banques et les entrepreneurs
- 4^e partie : Comparaison de certains résultats de l'enquête de juillet avec les résultats d'une enquête de suivi réalisée en novembre 2008



But de l'enquête

- Donner un aperçu de la situation du financement pour les PME et les indépendants en Région flamande, wallonne et bruxelloise.
- Thèmes abordés :
 - Investissements et disponibilité du financement
 - Octroi de crédit et prestation de services
 - Interventions publiques
 - Rating d'une entreprise
 - Financement de la société



Méthodologie

- Formulaire d'enquête constitué de 36 questions (37 l'année dernière)
- **Enquête écrite** auprès des entreprises avec personnel
- **Enquête téléphonique** auprès des indépendants et des entreprises sans personnel
- Sélection aléatoire d'adresses sur base stratifiée

Critères :

- entreprises de max. 250 travailleurs
- répartition en pourcentage des PME par région
- certains secteurs ont été écartés : agriculture et sylviculture, établissements financiers et d'assurances, enseignement, soins de santé, traitement des déchets, aides ménagères
- seules des SPRL, SA, SPRLU et SCA ont été retenues



Méthodologie

- Pour l'**enquête écrite**, 7.000 PME avec personnel ont été sélectionnées de manière aléatoire via la base de données Belfirst.
- Pour l'**enquête téléphonique**, 601 PME sans personnel ont été sélectionnées via la base de données Belfirst et 1.901 indépendants via Infobel.



Méthodologie

- En novembre 2008, une enquête de suivi a été envoyée aux 651 répondants de l'enquête PME 2008.
- Contenu de l'enquête de suivi : 6 questions
- **Nombre de réponses traitées dans ce rapport :**
 - 651 PME avec personnel (1^e partie)
 - 227 indépendants et 79 PME sans personnel (2^e partie)
 - 248 PME avec personnel (enquête de suivi)



1^e partie : Enquête écrite

Résultats de l'enquête écrite
auprès de 651 entreprises
(PME avec personnel)



Profil des répondants

Tableau 1 : Nombre d'enquêtes envoyées et pourcentage de réponses

	Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise (FR)	Région bruxelloise (NL)	Total
Enquêtes envoyées	4.420	1.655	756	169	7.000
Enquêtes envoyées	205	84	52	19	360
Enquêtes retournées expédiée	4.215	1.571	704	150	6.640
Enquêtes reçues (au total)	471	160	42	8	681
Pourcentage de réponse enquêtes reçues / (enquêtes retournées expédiées)	11,2%	10,2%	6%	5,3%	10,3%
Enquêtes utilisables pour établir le rapport d'enquête	449	153	41	8	651



Profil des répondants

- Répartition par région :
 - Région flamande (69 %)
 - Région wallonne (23,5 %)
 - Région de Bruxelles-Capitale (7,5 %)
- SPRL (44 %) et SA (56 %)
- Age : 6,3% ont moins de 4 ans - 53,2 % ont entre 4 et 20 ans.
- Répartition par secteur :
 - industrie (21 %)
 - construction (18,6 %)
 - services (15,4 %)
 - commerce de détail (14,9 %)
 - commerce de gros (14 %)
 - transport (8,3 %)
 - horeca (4%)
 - autres (3,8 %)



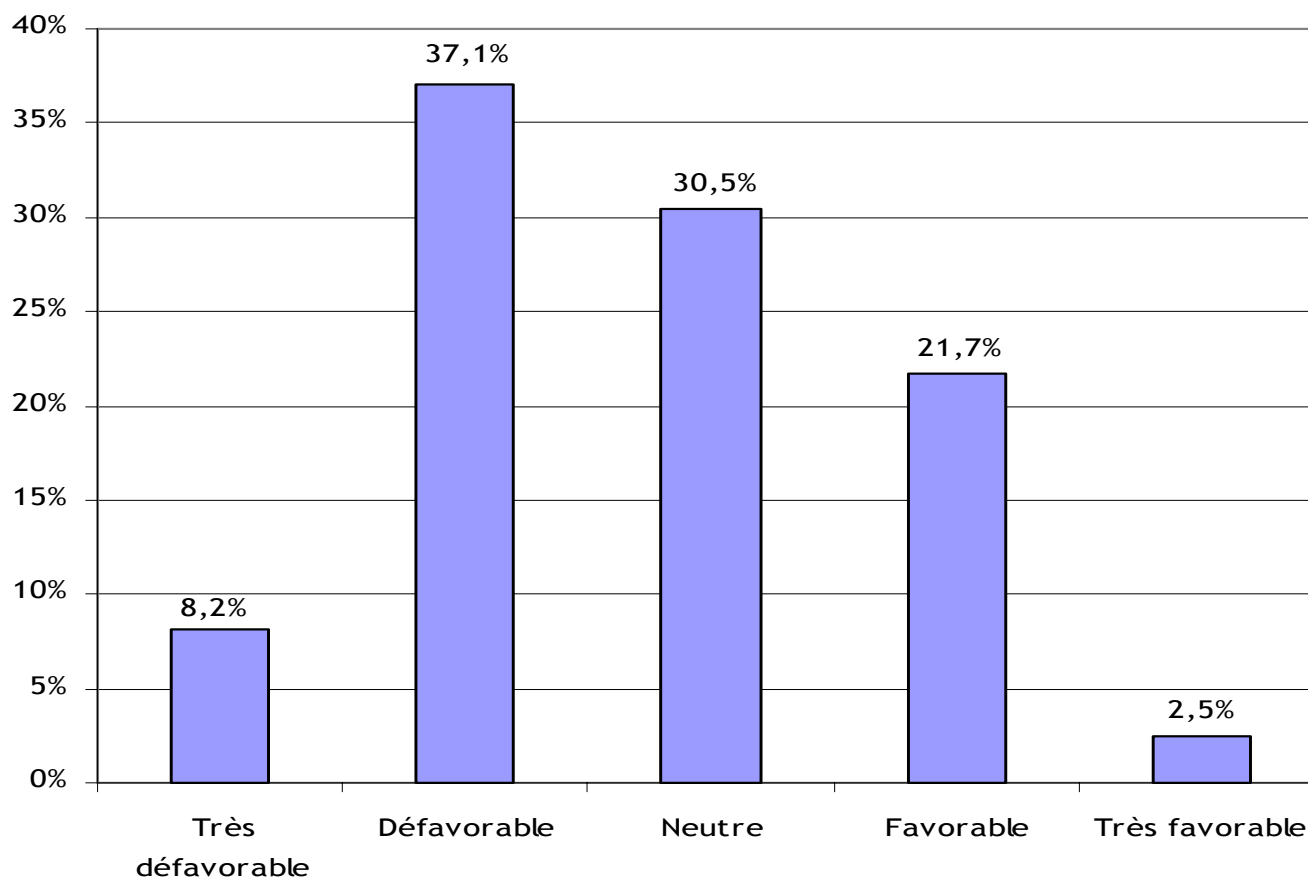
Profil des répondants

- 33,2 % des répondants sont des micro-entreprises (moins de 10 travailleurs et chiffre d'affaires inférieur à € 2 millions)
- 67,7 % des répondants sont des PME (entre 10 et 250 travailleurs et/ou chiffre d'affaires entre € 2 et 50 millions)
- Presque 40 % des répondants ont enregistré ces 3 dernières années une croissance du chiffre d'affaires annuel inférieure à 5 % - 40,6 % ont enregistré une croissance du chiffre d'affaires située entre 5 et 15 %.
- 78,6 % des répondants déclarent qu'ils considèrent leur entreprise comme une entreprise familiale.



Profil des répondants

Comment vivez-vous le climat entrepreneurial actuel ? (Figure 9)





Profil des répondants

- Le climat entrepreneurial est vécu de manière moins favorable par les micro-entreprises.
- Les entreprises de la Région wallonne vivent le climat entrepreneurial de manière moins favorable que les entreprises de la Région flamande.



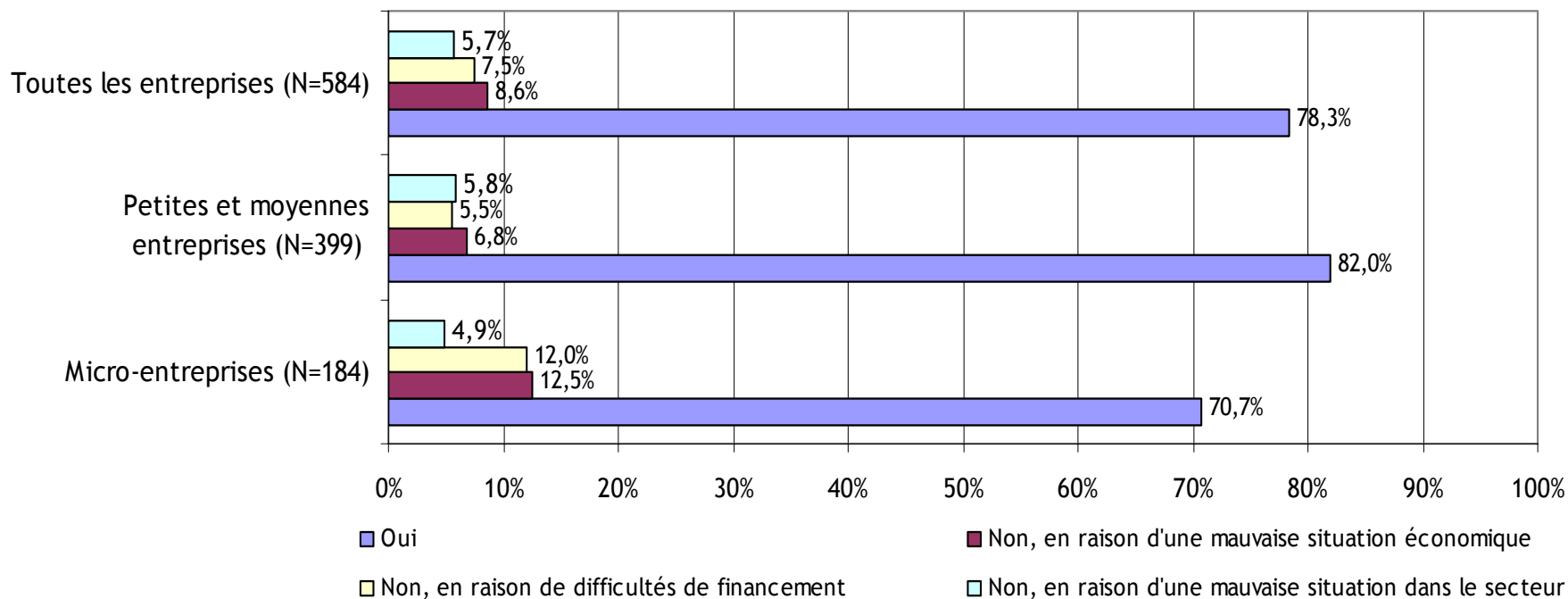
Investissements et disponibilité du financement

- 81,7 % des répondants ont lancé des projets d'investissement au cours des 12 derniers mois.
- 71,5 % des répondants déclarent avoir des projets d'investissement pour l'année prochaine.
- 31,6 % des répondants ont demandé un nouveau crédit bancaire pour financer des investissements et 20,6 % des répondants ont étendu un crédit bancaire existant.



Investissements et disponibilité du financement

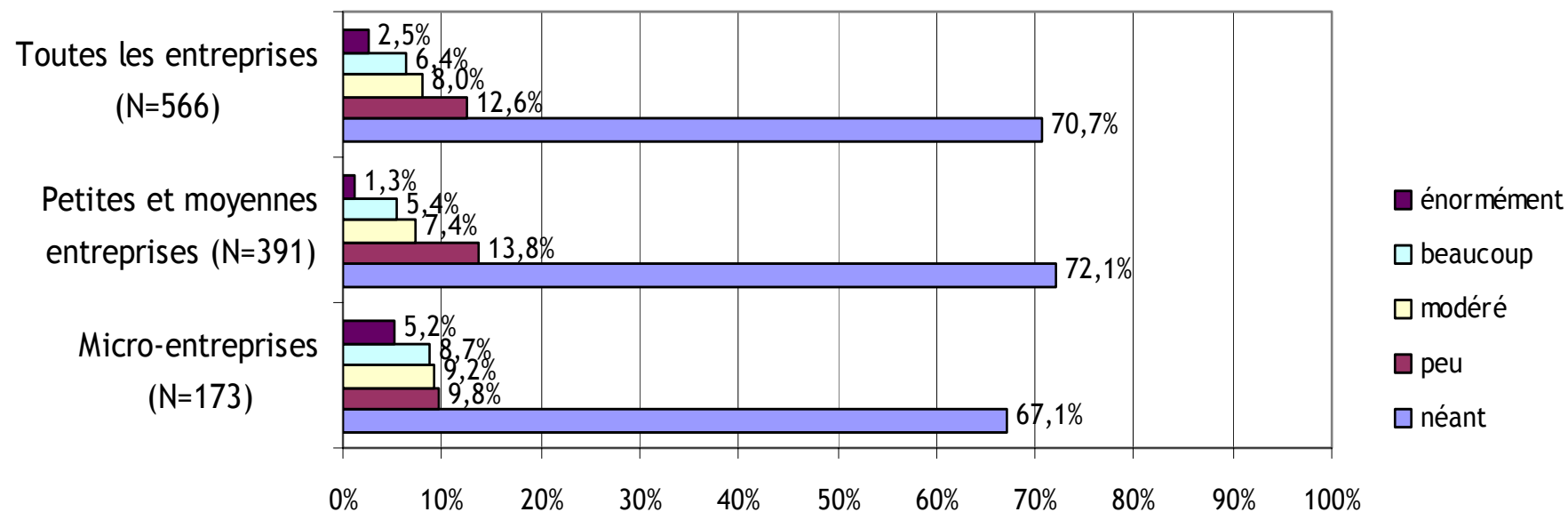
Figure 14 : Avez-vous pu effectuer tous vos investissements durant ces 12 derniers mois ?





Investissements et disponibilité du financement

Figure 17 : Dans quelle mesure avez-vous eu des problèmes pour obtenir un financement bancaire ?





Investissements et disponibilité du financement

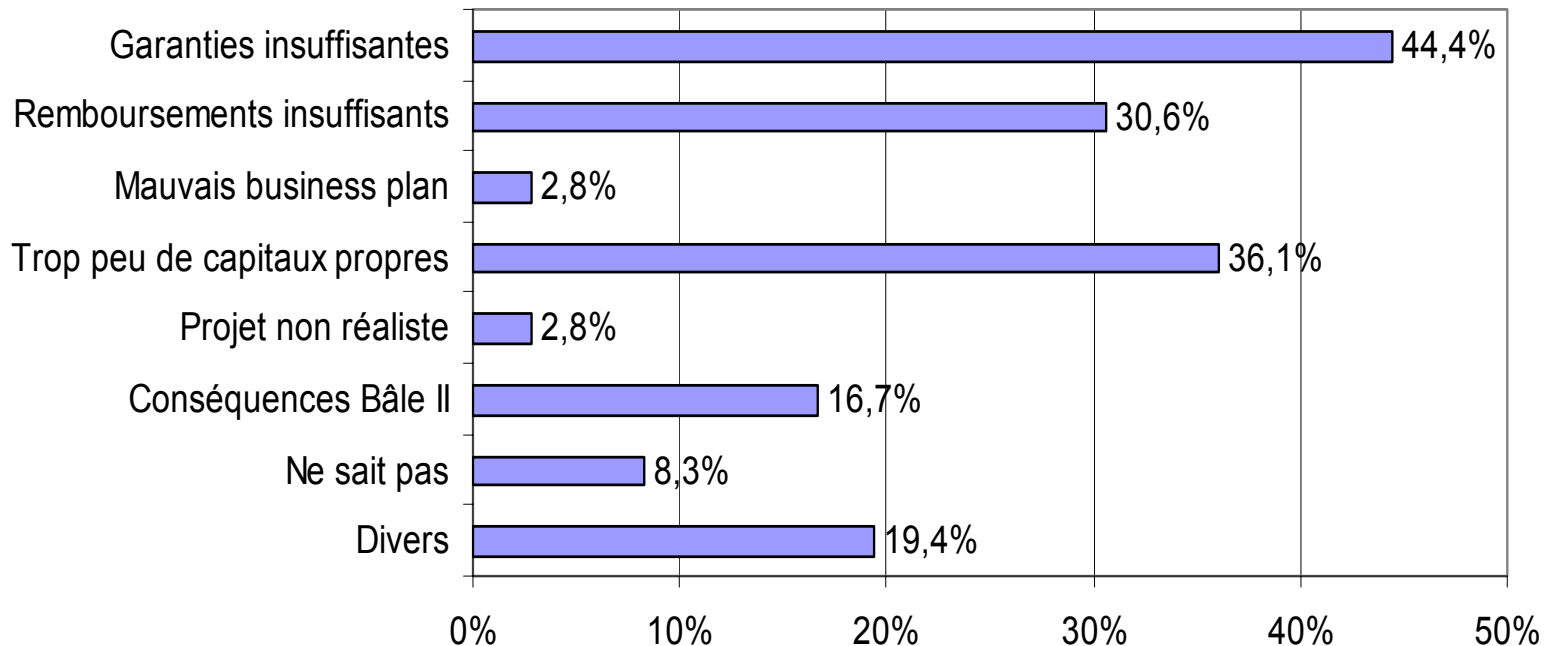
Refus d'une demande de crédit et approbation par une autre banque

Entreprises	Refus	Approbation par une autre banque	Différence
Toutes	6,4%	4,3%	2,1%
PME	4,7%	3,9%	0,8%
Micro	10,1%	5,2%	4,9%



Investissements et disponibilité du financement

Figure 20 : Raison du refus d'un crédit bancaire





Investissements et disponibilité du financement

Différences entre les micro-entreprises et les autres PME

- Environ 30 % des micro-entreprises n'ont pas pu effectuer les investissements prévus, contre 18 % des PME
- Ensuite, il ressort que les micro-entreprises rencontrent plus de problèmes que les PME pour obtenir un financement bancaire. Les micro-entreprises se voient refuser plus de crédits bancaires que les PME.
- La principale raison de ce refus est le fait que les micro-entreprises ne sont pas à même d'apporter suffisamment de garanties à la banque. Pour les PME, les principales raisons sont une capacité de remboursement insuffisante et des fonds propres trop limités.



Investissements et disponibilité du financement

Différences entre Flandre et Wallonie

- Les entreprises de la Région flamande ont fait plus d'investissements que les entreprises de la Région wallonne. Elles ont également plus de projets d'investissement.
- En Région wallonne, on investit plus dans le lancement d'une activité et en R&D qu'en Région flamande. Les répondants flamands, quant à eux, investissent plus dans le matériel/l'équipement et le matériel roulant que les répondants wallons.
- Les entreprises de la Région wallonne rencontrent plus de problèmes pour obtenir un financement bancaire que les entreprises de la Région flamande. Les entreprises de la Région wallonne se voient davantage refuser le crédit demandé que les entreprises flamandes.



Octroi de crédit et prestation de services

- 23,8% des répondants disent que l'accès au crédit bancaire est devenu plus difficile au cours de ces 12 derniers mois. Pour les micro-entreprises, ce chiffre est de 29,6 %.
- Ce sont surtout le coût du crédit (58 %), les garanties demandées (29,7 %) et les exigences des banques (29,1 %) qui ont augmenté pour de nombreuses entreprises. La prestation de services est restée relativement stable (74 %) ou a diminué (18 %).
- Les garanties les plus utilisées sont : gage sur fonds de commerce (18,9 %), mandat hypothécaire (15 %), caution personnelle (14,2 %). Les micro-entreprises doivent donner beaucoup plus de cautions personnelles (24,9 %) que les PME (9 %).



Octroi de crédit et prestation de services

- 74,6% des répondants ont reçu suffisamment d'informations et de conseils de la banque en matière de financement.
- 78,2 % des répondants estiment que la qualité du conseil bancaire n'a pas changé et 12,4 % des répondants disent que la qualité s'est améliorée.
- 77,1 % des répondants déclarent ne pas connaître l'existence du point de contact pour les plaintes en matière de crédits bancaires. L'année dernière, ce chiffre n'était que de 64,3 %.



Octroi de crédit et prestation de services

Différences entre les micro-entreprises et les autres PME

- Les PME ont demandé un crédit auprès de plus de banques que les micro-entreprises.
- Par rapport aux PME, plus de micro-entreprises estiment que les garanties exigées ont augmenté, que la prestation de services a régressé et que le conseil bancaire s'est détérioré ces 12 derniers mois.



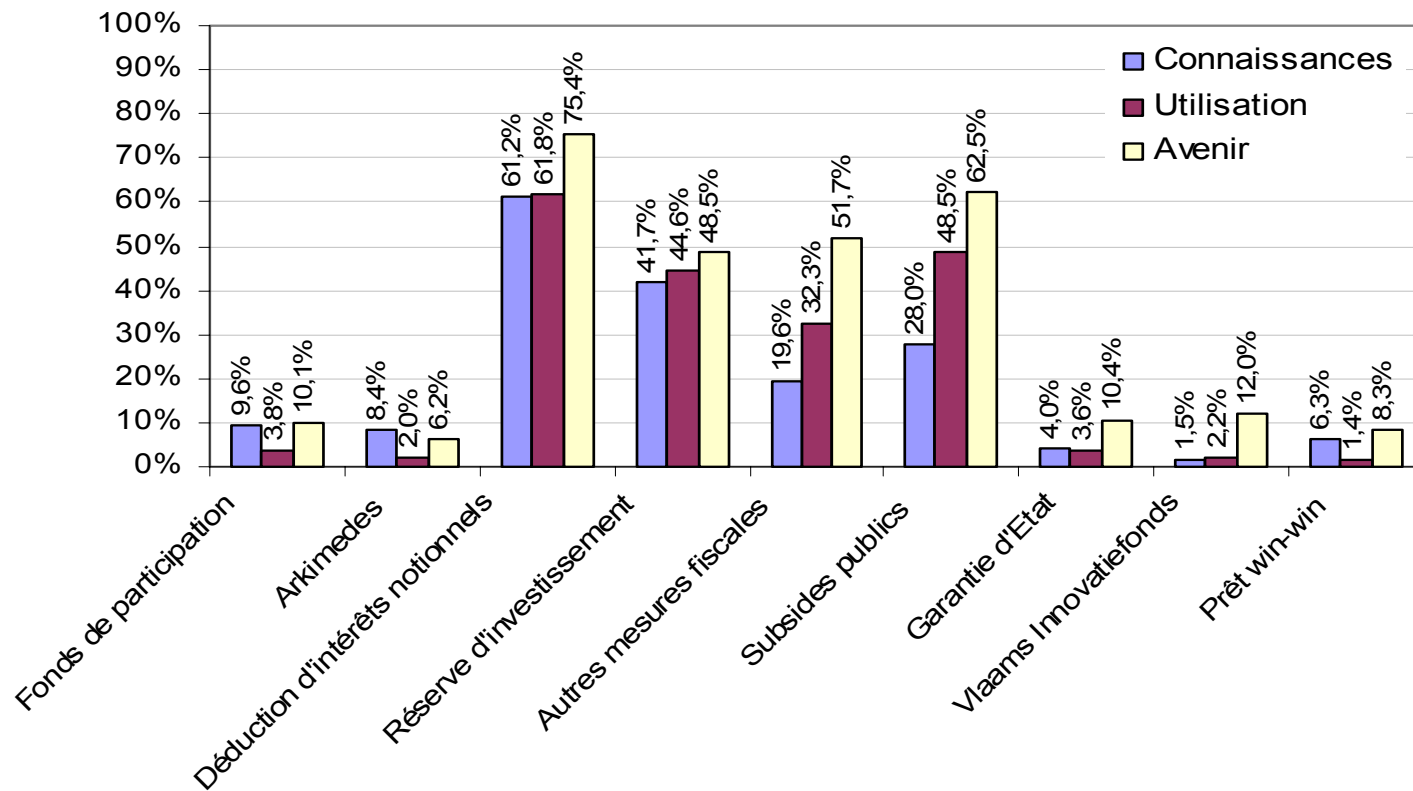
Mesures publiques

- Les mesures publiques les plus connues et les plus utilisées sont : la déduction des intérêts notionnels, la réserve d'investissement, les subventions publiques.
- Les mesures publiques moins connues et moins utilisées sont : les garanties de l'Etat, les prêts du Fonds de participation, le financement par capital-risque, le prêt gagnant-gagnant (win-win).



Mesures publiques

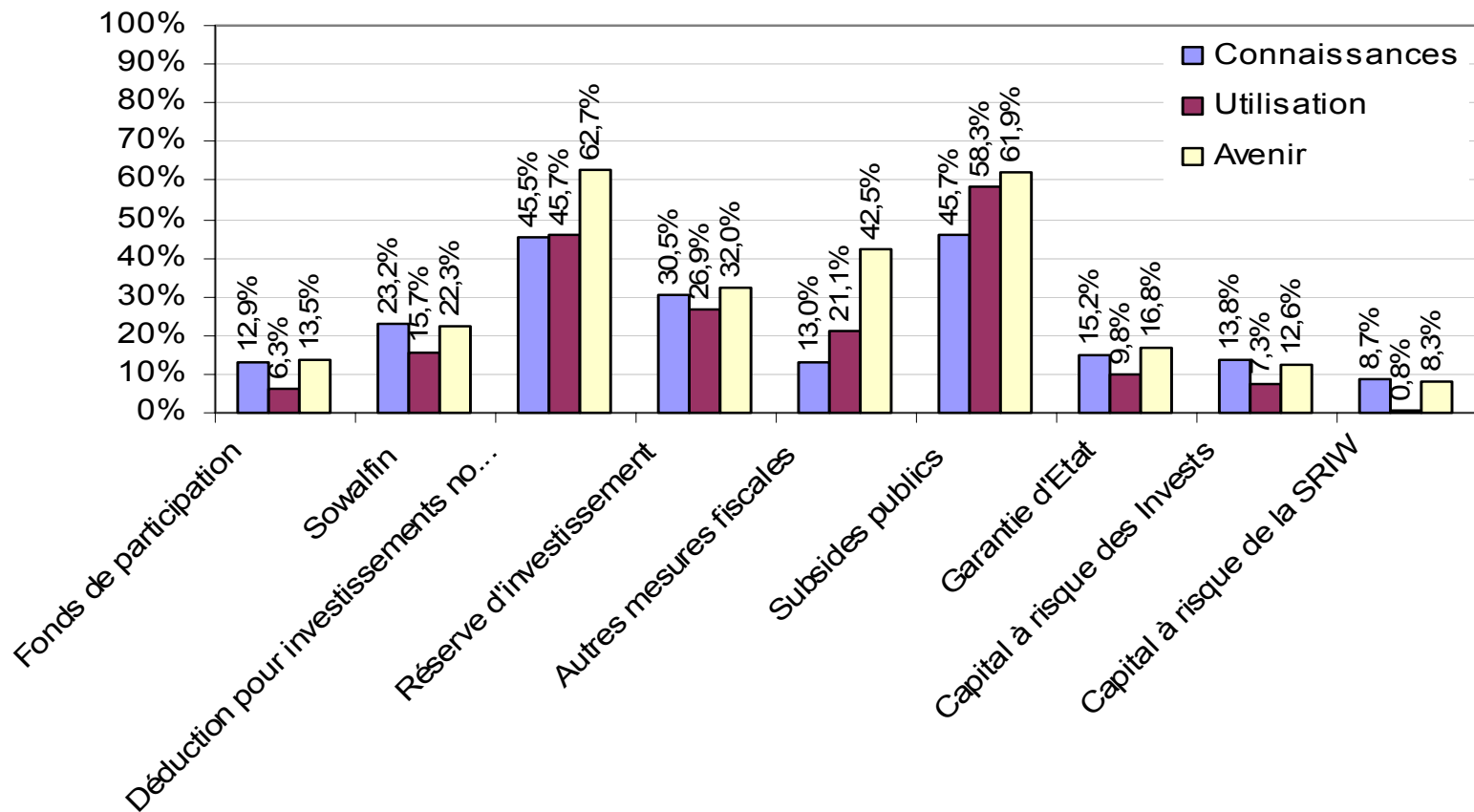
Figure 28 : Mesures publiques en Région flamande





Mesures publiques

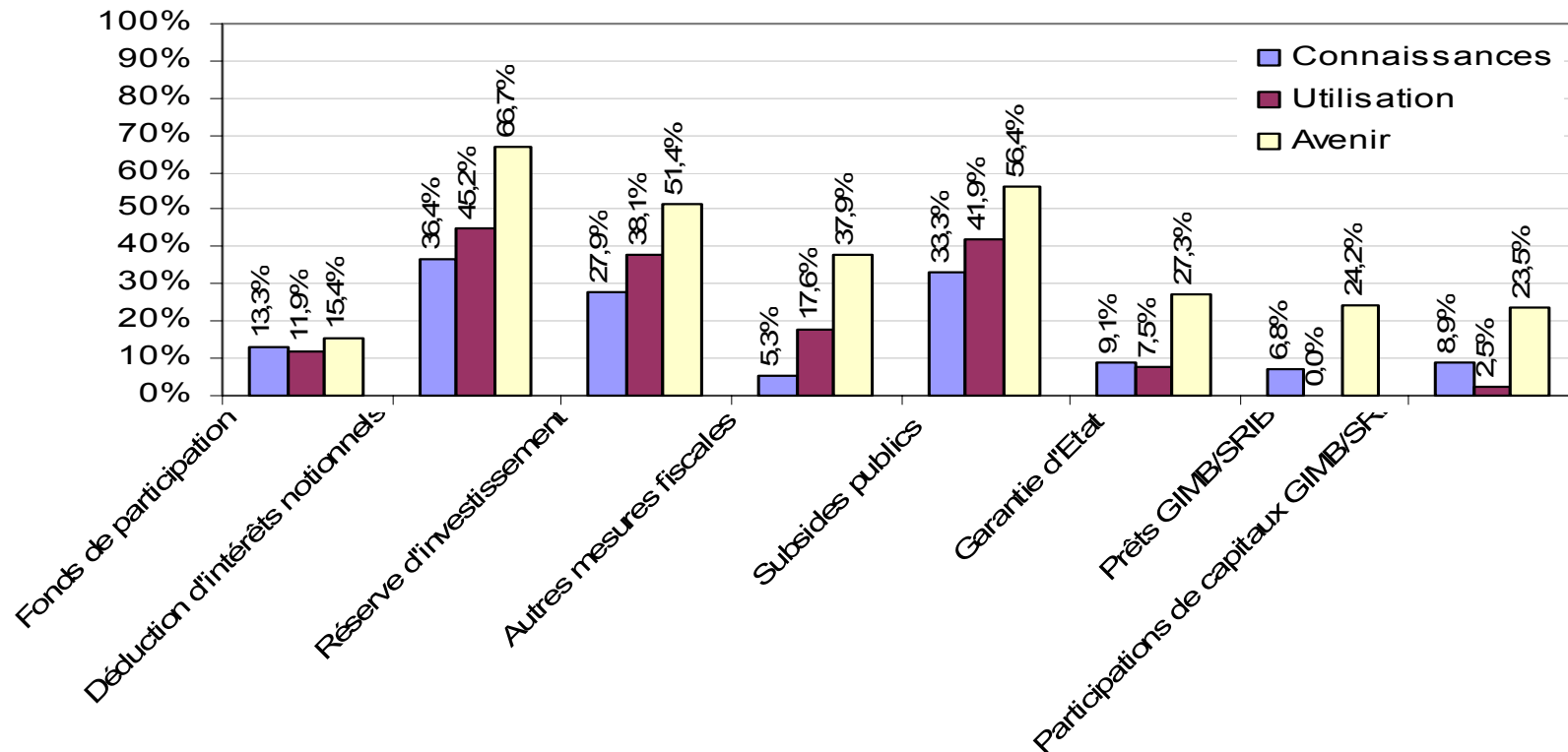
Figure 29 : Mesures publiques en Région wallonne





Mesures publiques

Figure 30 : Mesures publiques en Région de Bruxelles-Capitale





Rating d'une entreprise

- 81,2 % des répondants ne savent pas si leur banque leur attribue un rating ou pas.
- Parmi les entreprises sachant qu'elles ont un rating auprès de leur banque, 90,9 % ne le connaissent pas.
- 87,9 % des répondants ne connaissent pas les critères sur base desquels la banque détermine ce rating. L'année dernière, ce chiffre était de 91,1%.
- 91,7 % des répondants disent ne pas encore avoir été contactés au sujet de leur rating. 77,4 % des répondants voudraient recevoir plus d'informations de la part de leur banque.



Financement de la société

- 46,8% des répondants souhaitent financer au moins 75% des besoins en financement avec des fonds internes. 56% des répondants souhaitent financer au moins la moitié des besoins en financement avec des fonds internes.
- Les formes de financement les plus utilisées sont : les crédits d'investissement, les crédits de caisse, les straight loans et le leasing.
- Pour 48,6 % des répondants, les fonds propres ont augmenté l'année dernière.
- Environ un quart des répondants projettent un renforcement des fonds propres, principalement via une retenue de bénéfices.



2^e partie : Enquête téléphonique

Résultats de l'enquête
téléphonique auprès de 306
entreprises, dont 227 indépendants
et 79 entreprises sans personnel



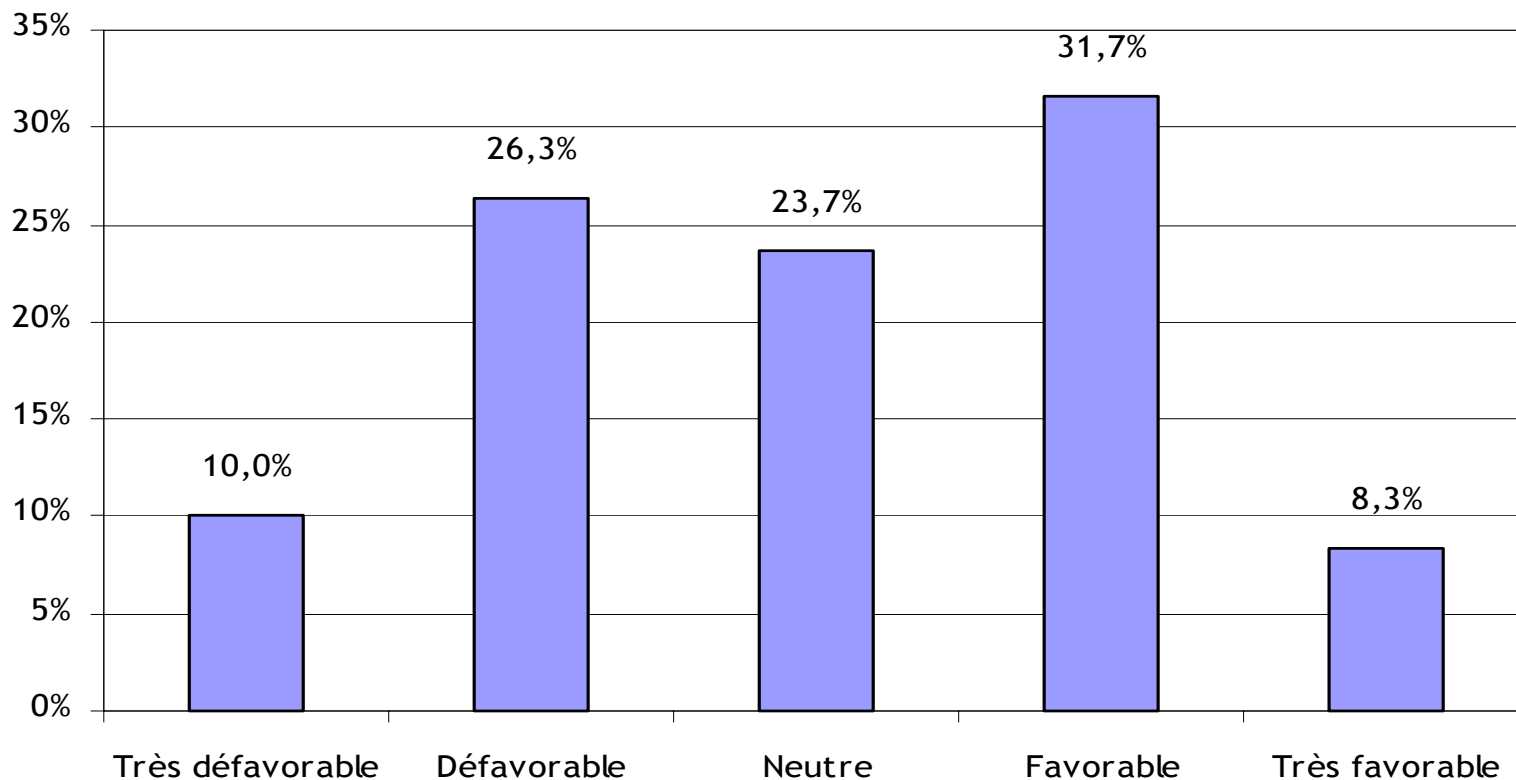
Indépendants et entreprises sans personnel

- Les résultats de l'enquête téléphonique confirment dans la plupart des cas les conclusions de l'enquête écrite.
- Les répondants de l'enquête téléphonique proviennent majoritairement du secteur des services et de l'horeca et sont moins nombreux que les répondants de l'enquête écrite.



Indépendants et entreprises sans personnel

Figure 45 : Evaluation climat entrepreneurial (N= 300)





Indépendants et entreprises sans personnel

- 31,7 % des répondants disent que l'accès au crédit bancaire est devenu plus difficile au cours de ces 12 derniers mois.

Ce sont surtout le coût du crédit (44%), les garanties demandées (43%) et les exigences des banques (36%) qui ont augmenté pour de nombreuses entreprises. La prestation de services est restée relativement stable (46%) ou a diminué (30%).

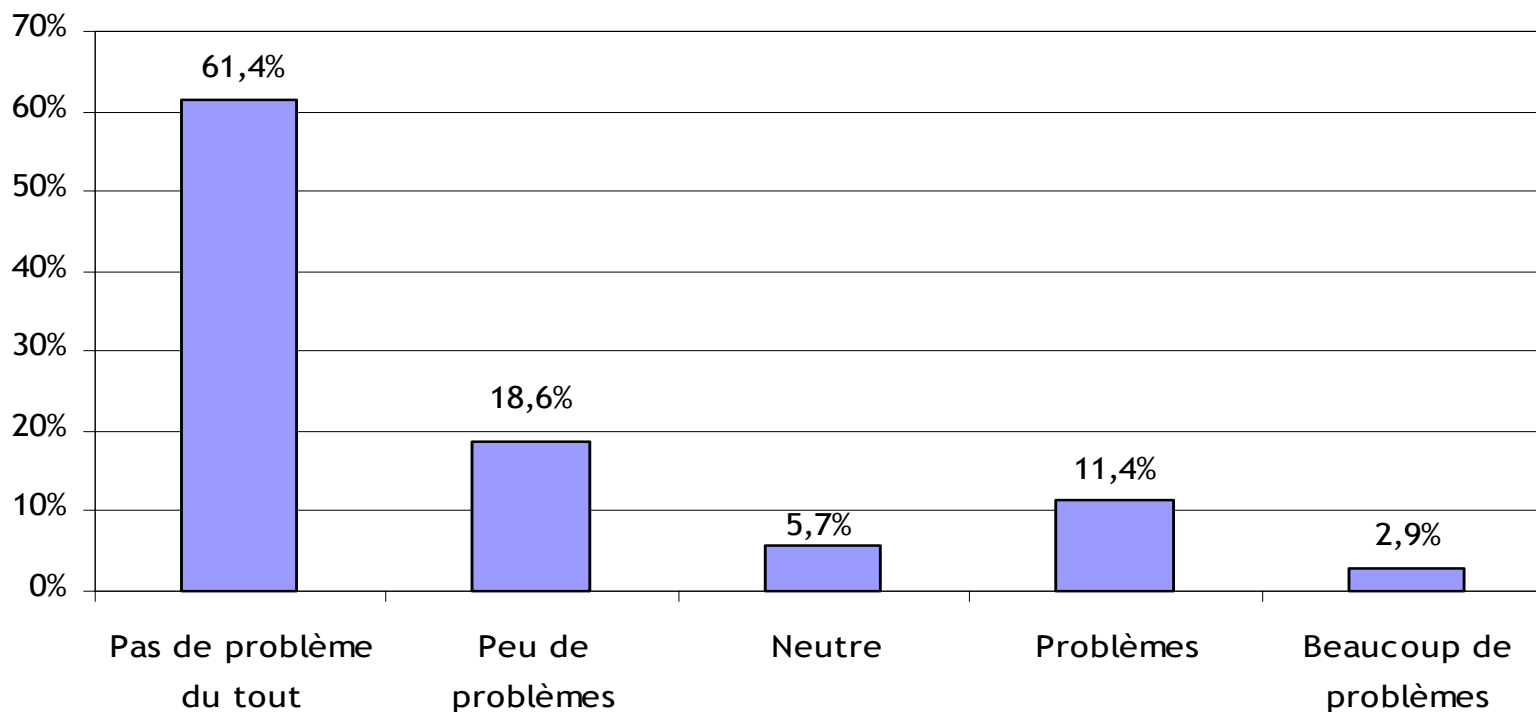
- Pour 64 % des répondants, la qualité du conseil bancaire n'a pas changé. 15% des répondants estiment que la qualité s'est améliorée.

- Seulement 16 % des répondants ont demandé un crédit pour financer des investissements et 9,5 % des répondants pour financer des affaires courantes.



Indépendants et entreprises sans personnel

Figure 53 : Avez-vous rencontré des problèmes pour obtenir un crédit ? (N=70)





3^e partie : Conclusions et recommandations

Recommandations pour les banques :

- Les banques peuvent fournir plus d'informations sur les mesures publiques de financement, ainsi que sur les conséquences pratiques de Bâle II.
- Les indépendants et les micro-entreprises ont plus de problèmes pour obtenir un financement. Les banques pourraient davantage en tenir compte.
- Les banques devraient moins recourir aux cautions personnelles.
- Les banques devraient pouvoir faire preuve de plus de transparence et d'ouverture en ce qui concerne les statistiques d'octroi de crédit.



3^e partie : Conclusions et recommandations

Recommandations pour les autorités :

- Les autorités pourraient faire en sorte de mieux fournir les informations (p. ex. Bâle II, déduction des intérêts notionnels) aux entrepreneurs et aux acteurs intermédiaires. Il faudrait également travailler sur une simplification des mesures disponibles.
- Les autorités devraient faire en sorte que plus d'entrepreneurs connaissent l'existence du point de contact pour les plaintes en matière de financement.
- Le rating et les critères déterminant ce rating demeurent des inconnues pour de nombreuses entreprises. Les autorités pourraient encourager ou imposer la diffusion d'informations.



3^e partie : Conclusions et recommandations

Recommandations pour les entrepreneurs :

- Les entrepreneurs doivent améliorer leurs connaissances financières. Cela serait aussi un signal positif pour les banques.
- Les entrepreneurs doivent fournir des informations exactes aux banques en ce qui concerne la situation financière de leur entreprise et le contenu du projet à financer, afin que les banques puissent mieux répondre à leurs besoins.
- Les entrepreneurs pourraient faire davantage appel aux prêts subordonnés (auprès du Fonds de participation, de Sowalfin, de la SRIB) et des garanties publiques.



Méthodologie

- En novembre 2008, une enquête de suivi a été envoyée aux 651 répondants de l'enquête PME 2008.
- Contenu de l'enquête de suivi : 6 questions de l'enquête financement des PME 2008 (juillet 2008)
- Nombre de répondants à l'enquête de suivi : 248 PME avec personnel



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Comment vivez-vous le climat entrepreneurial ?

N= 248 PME	Juillet 2008	Novembre 2008
(très) défavorable	49 %	71,8 %
neutre	26,1 %	21 %
(très) favorable	22,9 %	7,3 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Avez-vous pu effectuer tous les investissements prévus au cours des derniers mois ?

N= 248 PME	Juillet 2008	Novembre 2008
Oui	76 %	67 %
Non, à cause de la mauvaise situation économique	10 %	18,3 %
Non, à cause de difficultés de financement	6,5 %	4,8 %
Non, à cause d'une mauvaise situation dans le secteur	7 %	10 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Avez-vous rencontré des problèmes au cours des derniers mois pour obtenir un financement bancaire ?

N= 248 PME	Juillet 2008	Novembre 2008
Peu ou aucun	83,2 %	78,9 %
Moyennement	8,2 %	10,5 %
Beaucoup ou énormément	8,9 %	10,7 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Vous a-t-on déjà refusé un crédit bancaire au cours de ces derniers mois ?

N= 248 PME	Juillet 2008	Novembre 2008
Oui	5,1 %	7,9 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

	Evolution du crédit bancaire ces derniers mois (N= 651 PME) – juillet 2008	Evolution du crédit bancaire les prochains mois (N= 248 PME) – novembre 2008
Plus facile	4,2 %	1,3 %
Pareil	72 %	35,4 %
Plus difficile	23,8 %	63,3 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Dans quelle mesure les aspects suivants ont-ils augmenté ?

N= 248 PME	Juillet 2008	Novembre 2008
Exigences bancaires	29 %	36,4 %
Garanties exigées :	27 %	34,6 %
Délai de traitement	16,8 %	26,4 %
Prestation de services	10,7 %	5,2 %
Coût crédit investissement	56,5 %	51,6 %
Coût crédit de caisse	62,3 %	57,5 %



4^e partie : Enquête de suivi Novembre 2008

Dans quelle mesure les critères d'évaluation de la banque ont-ils évolué ces 3 derniers mois ?

N= 248 PME	Critères d'évaluation
Ont augmenté	42,5 %
Sont restés inchangés	57,5 %
Ont diminué	0 %



Q & A



Contact

- **Département Comptabilité et Financement,
Université d'Anvers**
Prof. Dr. Laveren
eddy.laveren@ua.ac.be
- **Centre de Connaissances du Financement
des PME, CeFiP**
Kristien Van Sweevelt
kvs@cefip-kefik.be